

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/PSI/WP/W/19**

5 octobre 1998

(98-3849)

**Groupe de travail de l'inspection avant expédition**

Original: anglais

## **OBSERVATIONS ADRESSÉES AU GROUPE DE TRAVAIL DE L'INSPECTION AVANT EXPÉDITION**

### Communication de la Communauté européenne

La Mission permanente de la Communauté européenne a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 29 septembre 1998.

### **OBSERVATIONS GÉNÉRALES**

1. Sur la base des travaux effectués jusqu'ici, il convient de donner la priorité à la mise en œuvre effective de l'Accord IAE. Cela suppose des notifications rapides, une transparence totale et un plein respect de la lettre et de l'esprit de l'Accord IAE.
2. Dans ce contexte, et compte tenu des structures existantes, il convient de s'efforcer tout particulièrement d'éviter tout arbitraire, tous retards indus dans les activités d'exportation, ainsi que toutes pratiques défavorables au marché pour ce qui est de questions telles que la vérification des prix, les accords types, la divulgation de renseignements confidentiels et les bases de données sur les prix.
3. Pour ce qui concerne l'évaluation en douane liée aux activités d'IAE, la Communauté européenne soutient pleinement la mise en œuvre rapide et fidèle de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane. Malgré la période de transition dont bénéficient les PMA pour l'application de l'Accord sur l'évaluation en douane, les sociétés d'IAE devraient s'inspirer dans leurs évaluations de la lettre et de l'esprit de cet accord. Cela permettrait aux gouvernements utilisateurs de s'adapter au nouveau *statu quo* après l'expiration de la période de transition. De plus, cela contribuerait à éviter d'éventuelles méthodes d'évaluation arbitraires, qui auraient des effets néfastes.
4. Enfin, la Communauté européenne est favorable à des travaux supplémentaires sur les questions énumérées dans les recommandations concernant les mesures futures figurant dans le rapport du Groupe de travail de l'inspection avant expédition, à savoir un code de conduite/de pratique pour les activités d'IAE, des modalités types d'inspection, un examen sélectif des expéditions, le contrôle des entités d'IAE, la promotion de la concurrence entre entités d'IAE, les structures d'honoraires des entités d'IAE, et l'utilité, pour les Membres utilisateurs, de la constitution de bases de données sur les prix.

### **OBSERVATIONS SPÉCIFIQUES**

1. La Communauté européenne considère l'IAE comme un phénomène temporaire qui devrait disparaître progressivement grâce à l'assistance technique, au fur et à mesure qu'apparaissent des améliorations dans l'efficacité et les résultats des régimes douaniers. Ce point de vue est de toute évidence partagé par d'autres, notamment l'Organisation mondiale des douanes.

2. Code de conduite/de pratique à l'intention des entités d'IAE: Il existe à l'heure actuelle un code de pratique non contraignant destiné aux membres de l'IFIA (Fédération internationale des sociétés d'inspection); les Membres de l'OMC devraient travailler en étroite collaboration avec cet organisme et avec les exportateurs afin de voir si ce code est appliqué et si des améliorations peuvent être apportées. Cela doit être la première étape. En tout état de cause, le projet d'accord/contrat type d'IAE figurant dans la communication de la Suisse pourrait être une solution. Néanmoins, pour que cet accord type soit utile, il faut qu'il apporte une valeur ajoutée. De plus, il est important de faire en sorte que l'accord type ne comprenne pas de conditions incompatibles avec l'Accord IAE. Sinon, de graves problèmes d'interprétation et d'application pourraient surgir.

Par ailleurs, il convient d'étudier attentivement les moyens de faire respecter ces accords types, dans la mesure où il s'agirait d'accords entre les Membres utilisateurs et des entités privées. Dans cette perspective, nous suggérons deux modifications de la formulation proposée par la Suisse. La première consiste à ajouter la phrase suivante: "En cas de conflit entre les dispositions de l'accord type et l'Accord IAE, les dispositions de l'Accord IAE prévalent dans tous les cas." La deuxième est l'ajout de cette autre phrase: "Les dispositions de l'accord type ne sauraient en aucune façon porter atteinte à la souveraineté des États Membres et à la liberté contractuelle."

3. Modalités types d'inspection pour les entités d'IAE: Cela faciliterait les choses pour les exportateurs, en particulier lorsqu'ils exportent le même produit vers différents pays utilisant les services de différentes entités d'IAE. Actuellement, ils doivent remplir différents formulaires, alors que les renseignements demandés par les agents d'IAE sont essentiellement les mêmes; c'est pourquoi il conviendrait de se pencher sur la question de l'utilité d'un formulaire normalisé. Le principe de modalités types d'inspection irait dans le même sens que les objectifs plus vastes relatifs à la facilitation des échanges. En même temps, il convient de noter que les procédures ne pourraient être complètement normalisées. En règle générale, les inspections se font en fonction du produit, et un formulaire complètement normalisé pourrait ne pas être toujours utilisable.

4. Examen sélectif des expéditions: Cette mesure serait bien accueillie par les exportateurs et accélérerait nettement la procédure. Ce dont les exportateurs se plaignent le plus fréquemment, c'est notamment que les inspections sont contraignantes, souvent inutiles et s'appliquent à chaque expédition. Les entités d'IAE/autorités douanières savent dans bien des cas quelles sont les expéditions qui ont de fortes chances d'être irrégulières et devraient cibler ces expéditions plutôt qu'épuiser leurs ressources et accroître les retards afin de pouvoir examiner chaque expédition. Cependant, il conviendrait de réfléchir sérieusement aux critères qui seraient utilisés afin d'éviter toute discrimination et d'encourager la transparence complète des inspections.

5. Contrôle des entités d'IAE: Il conviendrait d'examiner plus en détail ce que cela recouvrirait, notamment la nature des contrôles, les organismes chargés de les effectuer, l'indépendance des contrôleurs et la nécessité de protéger la confidentialité.

6. Structure d'honoraires des entités d'IAE: Dans les cas où les agents d'IAE déterminent la valeur des marchandises et où leurs honoraires sont calculés sur une base *ad valorem*, en fonction de cette évaluation, ils pourraient avoir intérêt à surévaluer les marchandises. Ces systèmes *ad valorem* peuvent donner lieu à des accusations de conflit d'intérêts. De plus, le préambule à l'Accord IAE reconnaît que les principes du GATT sont applicables. Or, l'article VIII du GATT prévoit que toutes les redevances et impositions relatives notamment aux analyses, aux vérifications, à la documentation et à la délivrance de certificats perçues à l'occasion de l'importation doivent être limitées au coût approximatif des services rendus. Cela rend la pratique du système *ad valorem* pour l'IAE inacceptable; il devrait y avoir une redevance forfaitaire, comme cela est obligatoire pour d'autres formes de documents d'importation comme les licences d'importation. En tout état de cause, ces frais ne devraient pas être supportés par les négociants. Les frais d'honoraires découlant de l'évaluation des marchandises par des entités d'IAE devraient être supportés par les gouvernements utilisateurs.

7. Utilité (pour les Membres utilisateurs) de la constitution de bases de données sur les prix: Les bases de données sur les prix ne devraient pas être utilisées comme références. Le recours à des bases de données sur les prix risque de conduire à des prix fictifs, de déstabiliser la structure du marché, de conduire à un régime de prix minimaux *de facto* pour l'évaluation en douane et de compliquer, au lieu de simplifier l'exportation. Ce point de vue est d'ailleurs tout à fait conforme à l'Accord sur l'évaluation en douane, à l'Accord IAE ainsi qu'à l'article VII du GATT de 1994.

8. Activités d'assistance technique: Cette assistance répond à un besoin des États utilisateurs; elle est fournie par les organisations internationales, les Membres de l'OMC et les entités d'IAE elles-mêmes. Les possibilités d'assistance technique devraient être pleinement exploitées. L'existence d'une assistance technique devrait renforcer le caractère temporaire de l'IAE, dans la mesure où l'objectif serait d'accroître la capacité des autorités douanières nationales. L'IAE apparaît généralement dans les pays où la qualité, l'intégrité et l'efficacité des autorités douanières sont très insuffisantes.

Le Groupe de travail, toutefois, devrait avant tout procéder à une évaluation globale et intégrée des problèmes rencontrés dans le domaine de l'assistance technique. Il ne devrait pas s'engager sur cette question sans avoir une idée claire de l'action de chacun en la matière au niveau tant bilatéral que multilatéral. De plus, des demandes spécifiques d'assistance sont nécessaires, comme le prévoit l'article 3 de l'Accord IAE. Il doit y avoir également une coordination avec d'autres organisations et avec les Membres pour éviter les chevauchements et pour mieux orienter et cibler les efforts. Dans ces conditions, et compte tenu des priorités et des capacités de l'UE en matière d'assistance technique, la Commission européenne est disposée à examiner la question.

---